

Lise CHATAIN
Professeur des universités
Université de Bourgogne – Faculté de Droit de Dijon
Email : lise.chatain@u-bourgogne.fr

DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

- . 2022 : Professeur à la Faculté de Droit de Dijon - Université de Bourgogne
- . 2018 : Avancement de grade par le CNU : Maître de conférences Hors Classe
- . 2015 : Habilitation à Diriger des Recherches : Université de Montpellier
- . 2009 : Recrutement à la Faculté de Droit de Montpellier
- . 2007 : Qualification aux fonctions de Maître de conférences, Section 01
- . 2005 - 2002 : Doctorat en droit : *La notion de fonds en Droit privé*
Université de Montpellier - Mention très honorable avec les félicitations du jury
Thèse publiée à la Bibliothèque de Droit de l'entreprise en 2006
- . 1994 - 1993 : DEA de Droit des Contrats d'Affaires (Faculté de Droit de Montpellier I)
- . 1993 - 1990 : DEUG, Licence et Maîtrise de Droit (Facultés de Droit de Paris XII et Paris II)
- . 1991 - 1988 : Ecole des Hautes Etudes Commerciales - HEC (Jouy-en-Josas)
2^{ème} année bilingue en Anglais (International Track)
3^{ème} année en majeure Stratégie Juridique et Fiscale Internationale (Certificat d'excellence)
- . 1988 - 1986 : Classe Préparatoire HEC - Lycée du Parc (Lyon)

ACTIVITE SCIENTIFIQUE

Participation active à un réseau de recherche

- . Centre Innovation et Droit
Membre du Centre Innovation et Droit de la Faculté de Droit de Dijon.
- . Institut des Usages
Membre fondateur de l'association « Institut des Usages » de la Faculté de Droit de Montpellier.
- . Association Française des Femmes Fiscalistes (A3F)
Membre du comité technique de l'A3F
- . Partenariat avec l'Université de Droit d'Heidelberg
Responsable du partenariat avec la Faculté d'Heidelberg (Allemagne) : jusqu'en 2022 avec le Centre du Droit de l'Entreprise et depuis 2022 avec le Centre Innovation et Droit.

Organisation de colloques, conférences, journées d'études

- Université de Droit des affaires de l'EFACS : *Sociétés familiales : au croisement des droits* : Marrackech : mars 2023
- Workshop *Femme, Genre et Fiscalité* (en collaboration avec l'Université Paris-Dauphine) : février 2022
- Table ronde avec Mme la députée M.-P. Rixain : *impact de la loi du 24 décembre 2021* : A3F : janvier 2022
- Conférence *Femmes et fiscalité* : A3F : septembre 2021
- *La Rentrée du Droit de l'entreprise : Actualités de Droit fiscal* : Faculté de Droit de Montpellier : septembre 2015
- *Réforme des conventions réglementées et cession des droits sociaux* : Faculté de Droit de Montpellier : septembre 2014 (communication publiée à la Revue de Droit fiscal du 5 février 2015)
- *Cessions de droits sociaux : actualisation juridique et fiscale* : Faculté de Droit de Montpellier : février 2013

- *Cessions de droits sociaux : aspects juridiques et fiscaux* : Journée d'étude AMAPL : septembre 2014

Avec l'IACF (Institut des Avocats Conseils Fiscaux) :

- Actualité récente sur la société patrimoniale : octobre 2023

- Holdings : nouveaux risques et incertitudes persistantes : octobre 2022

- L'immeuble : cet édifice instable du droit fiscal : octobre 2021

- Les nouvelles procédures de mini-abus de droit à l'aune de la sécurité juridique : octobre 2019

- Le contrôle des actes de gestion de l'entreprise : pour un retour à l'anormal ? : octobre 2018

- *Le contrôle des choix patrimoniaux du chef d'entreprise* : octobre 2017

- *Les conventions intragroupe à l'épreuve du Droit fiscal* : octobre 2016

- *La restructuration de l'entreprise et l'abus de droit* : octobre 2015

Participation à des colloques ou séminaires internationaux

- *Customary Law and the French Conseil d'Etat - The art of not taking the bull by the horns* : Workshop *Customary Law Today* sous la présidence conjointe des Pr. L. Mayali (Berkeley) et P. Mousseron (Montpellier) : Faculté de Droit de Berkeley – Californie USA (octobre 2023)

- *Fiscalité et principe d'égalité femme homme dans un état de droit* : 5^{ème} édition des Journées Juridiques Francophones, Université de Sofia Sv. Kliment Ohridski – Bulgarie (octobre 2021).

- *Data mining et fraude fiscale* : Séminaire de recherche avec la Faculté de Droit d'Heidelberg (Allemagne) sur le thème *La numérisation dans le miroir du Droit – Une comparaison franco-allemande* organisée sous la co-présidence des Pr. M.-P. Weller et P. Mousseron : Montpellier-Heidelberg mai 2021.

- Le rôle des usages en matière fiscale au travers de leur impact en matière d'évaluation ou d'acte anormal de gestion : Journées d'étude de l'Université de Droit des affaires de l'EFACS sur le thème « Usages et principes du Droit des affaires » du 8 au 10 octobre 2019 à Londres (Royaume Uni)

- *Tax autonomy of Women* : Colloque *Women Human Rights Summit* : Lisbonne (Portugal) : novembre 2018

- *L'usuel et le droit fiscal* : Workshop *Customary Law Today* sous la présidence conjointe des Pr. L. Mayali (Berkeley) et P. Mousseron (Montpellier) : Faculté de Droit de Montpellier (mai 2017) (communication publiée chez Springer International Publishing en 2018)

- Les clauses usuelles des pactes d'actionnaires et Les clauses usuelles des contrats de cession de fonds de commerce: Journées d'étude de l'Université de Droit des affaires de l'EFACS sur le thème « les clauses usuelles des contrats d'affaires » du 6 au 11 novembre 2015 à Lisbonne (Portugal).

Participation à des colloques et conférences en France

- *Femmes et fiscalité* : Droit et Genre : un premier bilan - Colloque anniversaire : REGINE a 10 ans (novembre 2023)

- *Point d'actualité sur les derniers avis du CADF en matière patrimoniale* : Journée annuelle du Club patrimoine (novembre 2023)

- *L'égalité hommes-femmes dans les transmissions de patrimoine* : 31^{ème} Congrès ACE – Toulouse (octobre 2023)

- *Derniers avis du Comité de droit fiscal : quelles sont les situations à risque ?* : Colloque Ensemble pour agir (juin 2023)

- La réforme de l'entreprise individuelle : incidences fiscales : conférence professionnelle Dalloz : octobre 2022

- *Changement climatique et fiscalité* : Colloque « L'impact du changement climatique sur l'entreprise » Université Perpignan Via Domitia (juin 2022)

- *La décharge de la solidarité fiscale dans la loi de finances pour 2022* : A3F : janvier 2022

- *Pour les quotas en faveur de la représentation des femmes dans les comex/codir* : A3F : octobre 2021
- *Quotas : 10 ans après la loi Copé-Zimmermann, et après ?* : La Tribune – Women for future : juin 2021
- *Impacts environnementaux des paradis fiscaux* : Journées d'étude *Imposer s'imposer - Impacts environnementaux de la norme en milieu contraint IV : exemples de droit colonial et analogies contemporaines* organisées par le Pr. E. de Mari et Mme D. Taurisson-Mouret sous la présidence du Pr. F. Garnier : Montpellier : avril 2019
- *Valoriser les usages par l'étude des groupements adaptés à leur invocation* : Séminaire *Valoriser les usages* : Montpellier juillet 2018 (communication publiée dans l'ouvrage *Valoriser les usages – Tome 1 – Approches 2020*)
- *La fiscalité du crédit non-bancaire : entre amour et désamour ?* : colloque *Le crédit non-bancaire : un financement complémentaire pour les PME ?* organisé par les Pr. C. Coupet et A. Therani à la Faculté de Droit de Montpellier : mai 2018 (communication publiée à la Revue de Droit bancaire et financier mars-avril 2019)
- *les Rencontres carcassonnaises : Journée d'actualité des contrats et des usages* : journée d'étude organisée par M. P. Grignon à la CCI de Carcassonne : septembre 2017
- *La transmission du fonds libéral* : colloque *Regards croisés sur la transmission-reprise d'entreprise* organisé par le Pr. P. Pétel à l'ISEM Montpellier : février 2016
- *Rencontre débat avec M. Le Secrétaire d'Etat au Budget C. Eckert* : Journée d'étude organisée par l'A3F au Ministère des Finances, Paris Bercy (mai 2015)
- *Actualités de Droit des sociétés* : Ateliers Omnidroit organisés par les éditions Dalloz : Avignon : octobre 2014
- *Arbitrage, PME et fiscalité* : colloque *Arbitrage et PME* organisé par le Pr. P. Mousseron à la Faculté de Droit de Montpellier : avril 2013 (communication publiée au Journal des sociétés de juillet 2013)
- *Le renouveau des usages en matière fiscale* : colloque *Le renouveau des usages* organisé par le Pr. P. Mousseron à la Faculté de Droit de Montpellier : juin 2011 (communication publiée au Journal des sociétés d'octobre 2011)
- *La fonction douane dans l'entreprise* : journée d'étude organisée par le MOCI à Paris : juin 2010
- *Commerce associé et fiscalité* : colloque *Commerce associé* organisé par le Pr. P. Mousseron à la Faculté de Droit de Montpellier : juin 2008

Séminaires de formation des professionnels du Droit

A l'EFACS : depuis 2011

A l'ASFOREF (Ordre des Experts comptables - Paris) : depuis 2017

Direction de thèses

5 thèses en cours

Responsabilité d'une chronique

Chronique « Entreprise » à la Revue Ingénierie Patrimoniale (Chronique trimestrielle)

Participation à des jurys de concours

Participation au jury d'entrée à l'Ecole de formation des avocats de Montpellier (EFACS) :

Présidence du jury du grand oral et correction de l'épreuve de fiscalité de l'examen : 2011 - 2022

Présidence des jurys de Certificat de spécialisation des avocats à l'Ecole de formation des avocats (EFACS) : 2012 et 2013.

Présidence du jury des Certificats de spécialité en Droit fiscal DJCE : 2011 - 2022.
Présidence du jury de soutenance du mémoire pour l'obtention du Diplôme Supérieur du Notariat
Participation à la préparation du Trophée du Meilleur Jeune Fiscaliste (TMJF EY).

Auditions et participation à des groupes de recherche

- 7 novembre 2023 : audition par M. le député P. Brun dans le cadre d'une proposition de loi sur le traitement fiscal de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant
- 26 septembre 2022 : audition par Mme la députée A. Luquet dans le cadre d'une proposition de loi sur la charge fiscale des pensions alimentaires
- 8 janvier 2022 : audition par l'association 2GAP pour l'application de la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle au secteur public.
- 30 septembre 2021 : audition par Mme la députée M.-P. Rixain dans le cadre de la proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle lors de la discussion de la loi au Sénat.
- 25 juin 2021 : audition par Mmes les députées C. Grandjean et M. de Vaucouleurs dans le cadre de l'évaluation de la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (notamment l'article 104 ayant créé l'index Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes).

Participation à des jurys de prix de thèse

Participation au prix de thèse Sorbonne Fiscalité en 2019.

Participation à des jurys de thèse

14 jurys depuis 2012

Direction rapports de Diplôme Supérieur du Notariat :

16 rapports depuis 2011

ACTIVITE PEDAGOGIQUE

Enseignements

. A la faculté de Droit de Dijon : depuis 2022

Cours de droit fiscal général en Master 1

Cours de droit fiscal approfondi en Master 2 Droit fiscal

Cours de droit fiscal immobilier en Master 2 Notariat

Cours de fiscalité des transmissions d'entreprise en Master 2 BPA

. A la faculté de Droit de Montpellier : de 2009 à 2022

Cours de droit fiscal général et approfondi en Master 1

Cours de droit fiscal des affaires en Master 2 (DJCE, Droit du Commerce International, Droit et Fiscalité du Patrimoine, Finances publiques et Fiscalité, Droit notarial et Droit Bancaire et Financier)

Cours de droit fiscal du patrimoine en Master 2 Notariat et Master 2 Immobilier

Cours en Droit des affaires (contrats, sociétés, commerce international) en Master 2 (Pratiques Juridiques et Judiciaires, Droit social)

Cours, séminaires nationaux et internationaux

Coaching des étudiants de l'équipe de l'université de Montpellier au concours international d'arbitrage Willem C. Vis Moot à Vienne (Autriche) : 2010 - 2022

Organisation annuelle du *pre-moot* international à Montpellier avec les Facultés d'Heidelberg (Allemagne), Aix-en-Provence et Nice.

Cours en Anglais en « distanciel » *Customary Law* : Université CUPL (China University of Political Science and Law) (Pékin - Chine) : juin 2020

Cours de fiscalité patrimoniale : Master 1 et Master 2 Gestion du patrimoine (Institut de Gestion du Patrimoine de l'Université Paris Dauphine) : depuis 2017

Séminaire sur la transmission à titre onéreux : formation professionnelle des gestionnaires du patrimoine du Crédit Agricole et du Crédit Lyonnais (Institut de Gestion du Patrimoine de l'Université Paris Dauphine) : depuis 2017

Cours de Droit du commerce international : Master 2 « DAF » (Droit des affaires) à SUPCCIS Agadir (Maroc) : juin 2012

Direction de diplôme et partenariat d'établissements

Co-directrice du Master 2 Droit fiscal de la Faculté de Droit de Dijon : depuis 2022

Co-directrice du Magistère de Droit des affaires de la Faculté de Droit de Dijon : depuis 2023

Co-directrice du Master 2 Droit du Commerce international (DCI) de la Faculté de Droit de Montpellier : 2009 - 2022

Animation du Réseau des Masters 2 de Droit du Commerce International : jusqu'en 2022

Directrice du Certificat de spécialité de Droit fiscal des DJCE : 2015- 2022

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

A la Faculté de Droit de Montpellier

. Membre élue du conseil du Département scientifique de l'UFR Droit et science politique de l'Université de Montpellier : 2016 - 2022

. Chargée de mission pour le compte de la Faculté, responsable du partenariat entre les Facultés de Droit de Montpellier et d'Heidelberg (Allemagne) : 2015 - 2022

. Membre fondateur de l'Institut des Usages : coordination d'une recherche collective intitulée *Valoriser les usages* dans le cadre du projet de recherche MUSE (consortium réunissant l'Université de Montpellier et 18 partenaires - INRA, CNRS, Ecole de Chimie de Montpellier, SupAgro, etc.-)

Participation à des instances nationales

Membre titulaire, élue, du Conseil National des Universités (CNU section 01) pour la période 2016-2019, présente à compter de 2019

Membre suppléant élue : 2020-2022

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

. Membre fondateur de l'Institut des Usages

. Membre de l'Association des Femmes Fiscalistes de France (A3F)

. Membre du réseau des Masters II de Droit du commerce international (jusqu'en 2022)

Publications

I/ Ouvrages :

1.1. Ouvrages individuels :

- *La notion de fonds en Droit privé*, Thèse publiée à la Bibliothèque de droit de l'entreprise, Litec 2006 (595 pages).

1.2. Ouvrages co-écrits :

- *Code de commerce*, sous la direction du Pr. Philippe Pétel, LexisNexis, éditions 2010 à 2021 : mise à jour et annotation du Livre II Des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique (en collaboration avec le Pr. Caroline Coupet depuis 2016)

- *Les usages : l'autre Droit de l'entreprise*, sous la direction du Pr. Pierre Mousseron, LexisNexis, 2014. (Essai collectif - 204 pages - coordination et rédaction du Chapitre 2 - L'application des usages : 70 pages)

- *Droit des sociétés*, en collaboration avec le Pr. Pierre Mousseron, Lextenso éditions 2011 et 2013. (Manuel - 372 pages - rédaction de partie fiscale de l'ouvrage : 65 pages)

II/ Autres publications

2.1. Articles

- *Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel au regard de la loi du 14 février 2022 : quels enjeux fiscaux ?*, Revue Ingénierie Patrimoniale, décembre 2022 (19 pages).

- *Le mécanisme fiscal de taxation-déduction de la pension alimentaire versée par le père révèle une profonde iniquité*, Le Monde 13 octobre 2022 (2 pages)

- *Le quotient conjugal entraîne une surimposition des revenus du conjoint qui a les revenus les plus faibles*, Le Monde 22 avril 2022 (2 pages)

- *Plaidoyer pour une égalité fiscale femmes-hommes réelle*, Les Echos 10 décembre 2021 (1 page)

- *La solidarité fiscale du couple : un peu, beaucoup, passionnément... pas du tout*, Recueil Dalloz 4 novembre 2021, (3 pages)

- *Réseaux sociaux et fraude fiscale*, Actes du séminaire Montpellier-Heidelberg, octobre 2021 (6 pages)

- *Ich bin ein Quotenfrau*, Recueil Dalloz 2021, p. 910 (2 pages).

- *Pour la mise en place de quotas dans les instances dirigeantes (ComEx/CoDir)*, JCPE n° 24, 17 juin 2021, p. 910, en collaboration avec Marie L'Hermite, Annie Maudouit-Ridde et Claire Poirson (2 pages)

- *Divorce : à la recherche de l'égalité fiscale*, Revue Ingénierie Patrimoniale, octobre 2020, (20 pages)

- *Le régime fiscal de la location meublée*, Revue Ingénierie Patrimoniale, octobre 2020 (20 pages)

- *Eloge de la méthode : comment neutraliser la double imposition des résultats des sociétés de personnes ?*, Revue de Droit fiscal n° 40, 4 octobre 2019, étude 382 (13 pages)

- *La solidarité fiscale : une affaire de couple*, AJ Famille avril 2019 (10 pages)

- *Le PAS : une affaire de famille*, AJ Famille novembre 2018 (7 pages)

- *Le prélèvement à la source : coup de vent sur la paix des familles ?*, Recueil Dalloz 2018, p. 2244 (3 pages)

- *La fiscalité du crédit non bancaire des PME : entre amour et désamour*, Revue de Droit bancaire et financier n° 2, mars 2019, dossier 20 (10 pages)
- *Coopératives : un eldorado fiscal ?*, Revue de Droit fiscal n° 14, 7 avril 2016, étude 261 (9 pages).
- *Proposition de loi relative à la rémunération du capital des sociétés coopératives*, Bulletin Joly Sociétés n° 4, avril 2016, p. 1 (2 pages).
- Les clauses financières des accords préparatoires : technique contractuelle et fiscale*, en collaboration avec C. Deleu et le Pr. P. Mousseron, RJDA 3/16 p. 163 (8 pages)
- *Conventions réglementées et fiscalité*, Revue de Droit fiscal n° 6, 5 février 2015, étude 124 (16 pages)
- *Projet de loi ESS : impact sur les sociétés*, Bulletin Joly Sociétés n° 11, novembre 2013, p. 705 (3 pages)
- *Arbitrage et PME : le point de vue du fiscaliste*, Journal des sociétés n° 110, juillet 2013 (7 pages)
- *Le renouveau des usages en matière fiscale : Du refus des usages au benchmarking en matière de prix de transfert*, Journal des sociétés n° 91, octobre 2011 (6 pages)
- *Conventions de garantie et fiscalité*, Bulletin Joly Sociétés n° 10, octobre 2009, dossier n° 184 p. 905 (17 pages)
- *Les obligations catastrophe*, Bulletin Joly Sociétés n° 4, avril 2008, doctrine n° 76 p. 347 (9 pages)
- *Pratiques anti-concurrentielles : qui supporte la sanction ?*, Revue Lamy de la concurrence, octobre/décembre 2006 (7 pages)
- *Blanchiment de capitaux : A la recherche du bénéficiaire effectif*, JCPE n° 9, 2 mars 2006, étude 1328 (8 pages)
- *Le printemps du fonds rural*, JCPE - Cahiers de Droit de l'entreprise, Supplément n° 2 à la Semaine juridique n° 13-14 du 31 mars/7 avril 2005 (8 pages)

2.2. Chapitres d'ouvrages collectifs

- *Customary Law and the French Conseil d'Etat : The art of not taking the bull by the horns*, in *Customary Law Today* à paraître en 2024
- *Le principe d'égalité femme homme et le droit fiscal*, in *Les principes en droit de l'entreprise*, collection Droit des usages 2023, p. 97
- *Escale en île d'utopie coopératiste - Regards critiques sur le régime des coopératives de commerçants détaillants*, in *Mélanges en hommage au Pr. Didier Ferrier*, LexisNexis 2021 (20 pages)
- *Impacts environnementaux des paradis fiscaux*, in *Fiscalité contre nature - Impact environnemental de la norme fiscale*, Edisens 2020 (14 pages)
- *Valoriser les usages par l'étude de leur mise en œuvre par les groupements*, in *Valoriser les usages*, Tome 1, *Approches* 2020 (10 pages)
- *"Usuel", "normal" et droit fiscal*, in *Customary Law Today*, Springer International Publishing 2018 (25 pages)

3. Fascicule

- « *Conventions de garantie dans les opérations sur droits sociaux* », Juridictionnaire Joly Sociétés

4. Notes d'arrêt et commentaires

4.1. Revue ingénierie patrimoniale (Revue IP)

- *Parts d'une société relevant du régime des sociétés de personnes détenues en usufruit par une société à l'IS : Application du Mécanisme issu de la jurisprudence Quemener ?*, note sous CAA Paris 2^{ème} ch. 27 sept. 2023, n° 22PA01397 Sté Pierre et Vacances Financement, Revue IP, 1-2024, janvier 2024
- *Titres de participation et exonération d'IS des plus-values : Quid des titres détenus en usufruit ?*, note sous CAA Bordeaux, 5^e ch., 27 juin 2023, n° 21BX02251, Sté D'Assonville, Revue IP, 1-2024, janvier 2024
- *Rémunération versée à l'associé cédant d'une société de personnes à raison de l'activité exercée dans l'entreprise avant son départ - Élément du prix de cession de ces parts (oui) - Charge déductible des résultats de la société (non)*, note sous CE, 9^e et 10^e ch., 30 juin 2023, n° 460432, Le Goff, Revue IP, 4-2023, octobre 2023
- *Évaluation de la valeur vénale des titres d'une société non cotée : application du seuil de 20 % pour caractériser un écart significatif de valorisation*, note sous CAA Nantes, 1^{re} ch., 28 janv. 2022, n° 20NT00347, Min. c/ SAS Equinoxe, CE (na) 10 nov. 2022, n° 462723 et CE, 9^e et 10^e ch., 7 avr. 2023, n° 466247, Min. c/ Sté Crédit Agricole, Revue IP, 4-2023, octobre 2023
- *Application du principe du parallélisme des dépenses et des recettes aux dommages-intérêts pour maintien abusif au sein d'une SCP versés par un ancien notaire*, note sous CE, 9^e et 10^e ch., 22 mars 2023, n° 464167, Min. c./ Kerorgant, Revue IP, 3-2023, juillet 2023
- Commentaire de l'ordonnance n° 2023-77, 8 févr. 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées (JO 9 févr. 2023), Revue IP, 2-2023, Avril 2023
- *De l'impossible renonciation à recettes par une société*, note sous CE n° 444942, 22 juillet 2022, Société Phoenix Union Co, Revue IP 4-2022, octobre 2022 (5 pages)
- *Le gérant d'une société commerciale cédant ses parts sociales bénéficie du taux d'intérêt légal des créanciers non professionnels lorsqu'il poursuit le recouvrement de sa créance*, note sous Cass. com. 9 mars 2022, n° 20-11.845, Revue IP, 3-2022, juillet 2022
- Commentaire du décret n° 2022-725 définissant le patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel, Revue IP, 3-2022, juillet 2022
- *Le dirigeant qui transfère le solde créditeur de son compte courant d'associé à une autre société n'utilise pas des biens ou du crédit de la société qu'il dirige*, note sous Cass. com. 12 janv. 2022, n° 20-20.344, Revue IP 2-2022, avril 2022
- Commentaire de l'article 1^{er} de la loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante, Revue IP, 2-2022, avril 2022
- Commentaire de l'article 19 de la Loi n° 2021-1900, 30 décembre 2021 de finances pour 2022, Revue IP, 1-2022, janvier 2022
- *Qualification de la Holding animatrice*, note sous Cass. com. 23 juin 2021, n° 19-16.351, Revue IP, 4-2021, octobre 2021 (4 pages)
- *Stocks d'un ancien exploitant agricole : cession et prélèvements sociaux*, note sous CE 3^e et 8^e ch., 2 avril 2021, n° 428084, min. c/ Lesne, Revue IP 3-2021, juillet 2021 (6 pages)
- *Usufruit temporaire de parts sociales de SCI : Evaluation et méthode dite des « DCF classique »*, note sous CAA Nantes 1^{ère} ch. n° 19NT03876, SARL Restaurant Luccotel, Revue IP 2-2021, avril 2021 (avec L. Benoudiz - 3 pages)
- *Obligation de conseil des experts-comptables : perte d'une chance d'obtenir une exonération fiscale*, note sous Cass. com., 27 janv. 2021, n° 18-11.18, O. c/ Sté MMA IARD, Revue IP, 2-2021, avril 2021 (2 pages)
- *Cession de l'entreprise et garantie de passif*, note sous RM Grau n° 28652 : JOAN 9 février 2021, p. 1154, Revue IP, 2-2021, avril 2021 (1 page)
- *Apport de titres à une société à prix minoré*, note sous CE, 8^e et 3^e ch., 21 oct. 2020, n° 434512, SAS Société Nouvelle Cap Management (SNCM), Revue IP, 1-2021, janvier 2021 (5 pages)

- *Apport de titres et report d'imposition*, note sous Cons. Const. 3 avril 2020, n° 2019-832 QPC, Marc S. et autres, Revue IP, 3-2020, juillet 2020 (7 pages)
- *Rémunération excessive et/ou abusive ?*, note sous Cass. com. 15 janvier 2020, n° 18-11580, Revue IP, 2-2020, avril 2020 (4 pages)
- *La difficile question de l'évaluation de l'usufruit de parts sociales*, note sous CE 9^e et 10^e ch, 30 septembre 2019, n° 419855, Sté Hôtel Restaurant Luccotel, et n° 419860 Sté VP Santé, 30 septembre 2019, n° 419860, Revue IP, 1-2020, janvier 2020 (5 pages)
- *Une société peut-elle donner ?*, note sous Cass. com. 7 mai 2019, n° 17-15.621, Sté Harmonie, Revue IP, 1-2020, janvier 2020 (4 pages)
- Observations sous CE 26 septembre 2019, n° 419825, Revue IP, 1-2020, janvier 2020
- Commentaire de la loi de simplification, de clarification et d'actualisation du Droit des sociétés en matière de cession et mise en location-gérance de fonds de commerce, Revue IP, 3-2019, octobre 2019
- *Sociétés de personnes : le Conseil d'Etat abandonne sa jurisprudence Lupa*, note sous CE plén. fisc. 24 avr. 2019, n° 412503, Sté Fra SCI, Revue IP, 2-2019, juillet 2019 (4 pages)
- *Abus de droit et application littérale d'une instruction administrative*, note sous CAA Paris 2^e, 5^e et 9^e ch., 20 décembre 2018, n° 17PA00747, Charbit, Revue IP, 1-2019, avril 2019 (3 pages)
- *Sursis d'imposition et apport de parts d'une société de personnes*, note sous CE 9^e et 10^e ch. 27 février 2019, n° 408457, Jacob, Revue IP, 1-2019, avril 2019 (3 pages)
- Observations sous CE 8^e et 3^e ch., 6 février 2019, n° 425447, Ruimy, Revue IP, 1-2019, avril 2019
- Observations sous CADF, 15 novembre 2018, aff. n° 2018-12, Revue IP, 1-2019, avril 2019

4.2. Revue de Droit fiscal

- *Impertinence du régime fiscal de la prestation compensatoire perçue par un époux dans le cadre d'une procédure de divorce*, note sous CAA Nancy, 2^{ème} ch., 13 oct. 2022, n° 20N00950, Revue de Droit fiscal n° 50, 15 déc. 2022, comm. 421 (10 pages)
- *Du juste quantum de l'obligation d'entretien de l'enfant*, note sous CE 3^e et 8^e ch., 14 avr. 2022, n° 436589 et 436590, Revue de Droit fiscal n° 28, 15 juill. 2022, comm. 278 (9 pages)
- *L'impensé de la taxation des pensions alimentaires*, note sous CE, 3^e et 8^e ch., 5 juill. 2021, n° 434517, Revue de Droit fiscal n° 40, 7 octobre 2021, comm. 381 (9 pages)
- *Fiscalité des pensions alimentaires : quid de l'intérêt de l'enfant ?*, note sous Cons. const., 14 mai 2021, n° 2021-907 QPC, Revue de Droit fiscal n° 24, 17 juin 2021, comm. 282, (9 pages)
- *Quel prix d'acquisition pour des parts numérotées ?*, note sous CAA Nantes 23 mars 2017, n° 15NT01830, Revue de Droit fiscal n° 46, 16 novembre 2017, comm. 542 (5 pages)
- *Les affres de la règle PEPS pour les cessions de parts numérotées*, note sous CE 8 juin 2016, n° 381289, M. Falmet, JCPE n° 40, 6 octobre 2016, 1545 et Revue de Droit fiscal n° 37, 15 septembre 2016, comm. 479 (7 pages)
- *De quelques précisions utiles sur les provisions pour dépréciation de titres et de créances prises par les établissements financiers*, note sous CE 17 juin 2015, n° 369076, SA Banque BIA, Revue de Droit fiscal n° 40, 1^{er} octobre 2015, comm. 597 (8 pages)
- *L'option des SARL de famille pour le régime fiscal des sociétés de personnes : un formalisme tempéré*, note sous CE 5 novembre 2014, n° 367371, M. et Mme Perez, Revue de Droit fiscal n° 12, 19 mars 2015, comm. 221 (8 pages)
- *Le changement d'activité d'une société entraîne-t-il la caducité de son option à l'IS ?*, note sous CE 11 juin 2014, n° 347355, M. Salleron, Revue de Droit fiscal n° 30, 24 juillet 2014, comm. 463 (6 pages)

- *Les provisions doivent-elles nécessairement être rapportées lors de la cessation ou cession d'activité ?*, note sous CE 20 mars 2013, n° 349636 M. et Mme Chauvin et CE 3 juin 2013, n° 338976 Mme Sastre, Revue de Droit fiscal n° 29, 18 juillet 2013, comm. 375 (7 pages)
- *Frais de déplacement des membres d'un conseil de surveillance : pas d'autorisation de remboursement, pas de déduction...*, note sous CE 20 juin 2012, n° 342753 Sté Immotn, JCPE 2012 n° 47, 22 novembre 2012, 1712 et Revue de Droit fiscal n° 46, 15 novembre 2012, comm. 515 (5 pages)
- *L'essentiel et le nécessaire dans la location d'un établissement équipé*, note sous CE 16 mai 2012, n° 323079, M. et Mme d'Arras, Revue de Droit fiscal n° 29, 19 juillet 2012, comm. 380 (5 pages)
- *La prime de remboursement attachée à des obligations convertibles en actions est fiscalement amortissable*, note sous CE 13 juillet 2011, n° 311844, SA GH Mumm & Cie, Revue de Droit fiscal n° 47, 24 novembre 2011, comm. 599 (5 pages)
- *Le commissionnaire n'est pas mort fiscalement*, note sous CE du 31 mars 2010, n° 304715 et n° 308525, Société Zimmer LTD, LD mai 2010 (2 pages)
- *Fiscalisation des indemnités et indemnisation de la fiscalité*, note sous Cass. com. 15 septembre 2009, n° 08-16696, LD octobre 2009 (2 pages)

5. Chroniques

5.1. Chronique Usages publiée semestriellement à la JCPE par l'Institut des Usages, Faculté de Droit de Montpellier (depuis la fondation, 2014)

- *Usage et qualification d'établissement stable*, observations sous CAA Paris 2^{ème} ch. 8 décembre 2021, n° 20PA03971, JCPE n° 19, 12 mai 2022, 1181
- *Usage et redressement fiscal sur la base de taux de rentabilité conformes aux usages*, observations sous CA Aix-en-Provence, ch 1.1, 25 janv. 2022, n° 19/03675, JCPE n° 19, 12 mai 2022, 1181
- *L'existence d'un usage en matière de commissions ne dispense pas de la preuve de la réalité des diligences mises en œuvre*, observations sous CAA Bordeaux 4^{ème} ch., 5 octobre 2021 n° 19BX02232, JCPE n° 51-52, 23 décembre 2021, 1558
- *Effet des usages en matière fiscale : méthode des liquides*, observations sous CAA Marseille 4^{ème} ch., 13 oct. 2020, n° 19MA02076, JCPE n° 18, 6 mai 2021, 1238
- *De la difficulté de la preuve en matière d'usage*, observations sous CA Lyon 4 septembre 2020, n° 18/07821, JCPE n° 48, 26 novembre 2020, 1494
- *Effet de la codification administrative d'un usage*, observations sous CE 24 février 2020, n° 434021, JCPE n° 25, 18 juin 2020, 1235
- *Usages et amortissement*, observations sous CE 9^e et 10^e ch. 24 avril 2019, n° 411242, JCPE n° 43-44, 24 octobre 2019, 1482
- *Usages publicitaires et ARPP*, observations sur le Code ICC sur la publicité et les communications commerciales, JCPE n° 20, 16 mai 2019, 1252
- *Champ d'application de l'usage*, observations sous Cass. com. 21 mars 2018, n° 17-12.744, JCPE n° 43-45, 25 octobre 2018, 1551
- *Limite à la force codificatrice des usages par le Conseil National des Barreaux*, observations sous CE 29 janvier 2018 n° 403101, JCPE n° 19, 10 mai 2018, 1239
- *Preuve des usages et amortissements*, observations sous CE 21 juillet 2017, n° 395457, JCPE n° 45, 9 novembre 2017, 1595
- *Usages et évaluation... en matière fiscale*, observations sous CE 23 décembre 2016, n° 391968 et n° 391974, JCPE n° 19, 11 mai 2017, 1253
- *Réforme du Code civil et ajouts : la détermination de la capacité par référence aux usages*,

JCPE n° 51-52, 22 décembre 2016, 1684

- *Quel rôle pour les usages en matière fiscale ?*, observations sous CE 15 février 2016, n° 367467 et n° 380400, JCPE n° 20, 19 mai 2016, 1299

- *Quand le Code civil succombe à la règle de raison*, JCPE n° 45, 5 novembre 2015, 1528

- *Quels rôles les usages jouent-ils en matière de responsabilité civile ?*, observations sous CA Paris, pôle 5, ch. 9, 16 octobre 2014 n° 13/12434 et sous Cass. 1^{ère} civ. 29 octobre 2014, n° 13-21980, JCPE n° 19, 7 mai 2015, 1217

- *Les demandes de décisions d'opportunité en matière fiscale relèvent-elles d'une diligence usuelle de la part des professionnels du droit ?*, JCPE n° 45, 6 novembre 2014, 1563

5.2. Chronique Entreprise publiée trimestriellement à la Revue Ingénierie Patrimoniale (depuis 2019) : cf supra

5.3. Chronique MIRAGE publiée annuellement sur le site : droit-contentieux-guerre-eco.fr

- *Cumul des sanctions fiscales et pénales pour fraude fiscale : Recette pour un principe ne bis in idem à la sauce fiscale*, note sous Cass. crim. 11 septembre 2019, n°18-81.040, n°18-81.067, n°18-81.890, n°18-82.430, n°18-84.144, MIRAGE juillet 2020 : droit-contentieux-guerre-eco.fr

5.4. La Lettre de la Distribution publiée mensuellement par le Centre du Droit de l'entreprise, Faculté de Droit de Montpellier (2006-2013)

- Observations sous Cass. com. 10 septembre 2013, n° 12-11701, LD octobre 2013

- Observations sous Cass. civ. 1^{ère} 19 juin 2013, n° 12-17591, LD juillet 2013

- Observations sur le Décret du n° 2013-256 du 26 mars 2013, LD avril 2013

- Observations sous CA Amiens chambre économique 12 décembre 2012, n° 12/02397, LD février 2013

- Observations sous Cass. com. 18 décembre 2012, n° 11-17872, LD janvier 2013

- Observations sous Cass. civ. 1^{ère} 17 octobre 2012, n° 11-20124, LD décembre 2012

- Observations sous CA Paris Pôle 5 Chambre 5 20 septembre 2012, n° 08/19944, LD octobre 2012

- Observations sous Cass. civ. 1^{ère} 12 juillet 2012, n° 11-17587, LD septembre 2012

- Observations sous CJUE 14 juin 2012, 1^{ère} chambre n° C-618/10, LD juillet 2012

- Observations sous Cass. com. 20 mars 2012, n° 08-14062, LD mai 2012

- Observations sous Cass. civ. 1^{ère} 1^{er} février 2012, n° 11-12453, LD avril 2012

- Observations sous Cass. com. 21 février 2012, n° 11-13653, LD mars 2012

- Observations sous Cass. com. 17 janvier 2012, n° 10-27636, LD février 2012

- Observations sous Cass. com. 18 octobre 2011, n° 10-23524, LD décembre 2011

- Observations sous CJUE 29 septembre 2011, n° C521/09 P, LD octobre 2011

- Observations sur l'Avis n° 11-A-11 du 12 juillet 2011 de l'Autorité de la Concurrence, LD septembre 2011

- Observations sous Cass. com. 7 juin 2011, n° 10-17141, LD juillet 2011

- Observations sous Cass. com. 18 janvier 2011, n° 09-72508, LD mai 2011

- Observations sous Cass. com. 15 mars 2011, n° 09-17055, LD avril 2011

- Observations sous Cass. civ. 1^{ère} 14 octobre 2010, n° 09-69928, LD novembre 2010

- Observations sur l'Avis n° 10-A-13 du 14 juin 2010 de l'Autorité de la Concurrence, LD octobre 2010

- Observations sur la Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche n° 2010-874 du 27 juillet 2010, LD septembre 2010

- Observations sur le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, LD juin 2010
- Observations sur la décision n° 10-SOA-02 du 19 mars 2010 de l'Autorité de la Concurrence, LD avril 2010
- Observations sur l'Avis n° 10-04 du 18 février 2010 et n° 10-06 du 10 mars 2010 de la CEPC, LD avril 2010
- Observations sur le Décret n° 2009-1630 du 23 décembre 2009 ayant créé le « Service National des Enquêtes », LD janvier 2010
- Observations sous Cass. com. 13 octobre 2009, n° 08-18224, LD novembre 2009
- Observations sur le Décret n° 2009-559 du 19 mai 2009 modifiant l'organisation de la Commission d'Examen des Pratiques commerciales, LD juin 2009
- Observations sous CJCE 26 mars 2009, n° C-348/07, LD mai 2009
- Observations sous Cass. soc. 11 mars 2009, n° 07-43344, LD avril 2009
- Observations sous Cass. civ. 3^{ème} 16 octobre 2007, n° 06-14789, LD novembre 2007
- Observations sous Cass. com. 28 février 2006, n° 08-18224, LD avril 2006

5.5. *Chronique Technique contractuelle* publiée annuellement à la JCPE par le Groupe Contrats et Distribution du Centre du Droit de l'Entreprise, Faculté de Droit de Montpellier (2006-2007)

- Observations sous Cass. civ. 3^{ème} 17 janvier 2007, n° 06-10442, JCPE n° 15, 10 avril 2008, 1467
- Observations sous Cass. Com. 12 décembre 2006, n° 03-20176, JCPE n° 15, 10 avril 2008, 1467